

Vous trouvez

l'Internationale

à Paris

Paris 1^{er} : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque REGNIER, 9, Bd de Sebastopol.
 Paris 2^e : Siège des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.
 Paris 4^e : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).
 Paris 5^e : Kiosque LISON, 23, av. des Gobellins.
 Paris 6^e : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).
 Paris 7^e : Kiosque PORTAL, 268, Bd St-Germain — Librairie GAILLEAU, 7, avenue Rapp.
 Paris 8^e : Kiosque PREAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).
 Paris 10^e : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.
 Paris 11^e : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.
 Paris 12^e : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decaen.
 Paris 13^e : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.
 Paris 14^e : BRE (terrasse), 108, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLIER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).
 Paris 15^e : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.
 Paris 17^e : Kiosque MARCY, 2, av. de Villiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.
 Paris 18^e : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.
 Paris 19^e : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.
 Courbevoie : DAVINE, 70, rue de Bezons (près de la gare).
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd du Château.
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.
 Suresnes : Librairie FANET, 32, av. Jean-Jaurès.

à Aix-en-Provence

LIVRE-PRESSE, 23, cours Mirabeau.

à Avignon

Librairie J. BOIS, 34, cours Jean-Jaurès.

à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

à Lyon et banlieue

1^{er} arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.
 2^e arrond. : Kiosque CHAMONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.
 3^e arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Pérl.
 7^e arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Pérl.
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandclement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

à Marseille

BORDEAUX, face cinéma Capitole. CHEKROUN, rue Honorat. COLAS PINTON, allée Meyan. PEGLION, Bourse du Travail. VIAU, face Lycée Thiers.

à Nîmes

Maison de la Presse, 25, boulevard Victor-Hugo.

à Toulouse

PEIGNON, 16, arcade du Capitole. — CHARPENTIER, 12, allée Franklin-Roosevelt. — MONIN, 25, rue de Metz. — MAISON DE LA PRESSE, 64, rue de Metz.

AUX LECTEURS DE BORDEAUX

A partir du numéro 18 (janvier 1964), l'Internationale sera en vente aux kiosques suivants :
 CAZENAVE, place de la Victoire.
 CHAPOULE, place Pey-Berland.
 GRANDET, cours V.-Hugo-rue Ste-Catherine.
 CAUSSEQUE, gare Saint-Jean.

La rébellion d'Aït Ahmed et Cronstadt

Nous avons, dans notre dernier numéro, publié une lettre de Pierre Hespel et nous y avons répondu. Parce que nous avons coupé dans cette lettre (en le signalant) un passage injurieux contre Serge Weinstock, Pierre Hespel nous écrit dans une nouvelle lettre : « Je proteste contre la publication amputée de ma lettre... puisque vos procédés sont identiques à ceux de tous les autoritaires qui amputent, falsifient et tronquent les textes, j'envoie le double de cette lettre à d'autres publications de gauche ». Parions que, comme la précédente, nous allons trouver ce message dans le prochain numéro de la « Voie Communiste », qui publie complaisamment les injures d'Hespel, mais s'est vu dans l'obligation de tronquer, amputer, et de ce fait falsifier, la lettre purement politique de Serge Weinstock à ce journal dont il a été un des rédacteurs pendant la guerre d'Algérie, et qui y jouait même le rôle de rédacteur en chef, alors que Spitzer était en prison, et que Batelier et Catherine Rivier n'étaient pas de l'équipe. Il ne sert à rien à Hespel d'ajouter en post-scriptum de sa lettre : « J'espère que le jour est proche où nous pourrions, débarrassés des relents du stalinisme, dialoguer en camarades. » Car, où sont les relents du stalinisme : du côté de ceux qui s'en tiennent à la discussion politique, n'hésitent pas à l'ouvrir largement dans leurs colonnes, ou du côté de ceux qui injurient et excluent ceux qui cessent d'être en accord avec un aspect de leur politique ? Nos lecteurs jugeront. En attendant, dans l'intérêt d'Hespel lui-même, nous ne publierons cette fois-ci encore, de sa nouvelle lettre que ce qui est politique, au sens, d'ailleurs, le plus large de ce mot.

« Je viens de prendre connaissance du numéro 16 de « l'Internationale » contenant votre réponse à ma lettre du 22 octobre. Hier, j'apprenais la libération du camarade Boudiaf et, comme écrit Escarpit dans le journal « Le Monde » d'aujourd'hui, citant la libération de MM. Boudiaf et Barghoorn : « On se demande pourquoi ils avaient perdu leur liberté, car s'ils étaient vraiment coupables, ou même raisonnablement suspects, on aurait dû les garder en prison. »

Puisque, comme vous l'écrivez, vous êtes d'accord pour l'essentiel avec l'article de l'individu auquel je répondais, puis-je me permettre de vous poser une question : la libération du camarade Boudiaf est-elle une faute ou non ?

Cronstadt ! C'était, me semble-t-il, le seul argument à ne pas employer. Les militants anarchistes sont partie intégrante du mouvement ouvrier international et ont leurs lettres de noblesse et d'héroïsme au même titre que les trotskystes et militants de l'opposition de gauche en U.R.S.S. et ailleurs.

Quel militant de gauche, socialiste, communiste ou chrétien, ne se pose la question : la répression de la révolte de Cronstadt n'a-t-elle pas finalement été le premier pas dans la voie qui devait nécessaire-

ment aboutir à la dictature stalinienne dont les trotskystes furent les principales victimes ?

Il est déplorable qu'à l'époque des réhabilitations posthumes de militants qui, sincèrement crurent au communisme en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, vous perséveriez dans l'application du principe « la fin justifie les moyens ».

Je m'étonne que vous recouriez à la méthode, tristement célèbre chez les soviétiques « marxistes » autoritaires, de l'amalgame en prenant prétexte de déclarations antérieures d'Aït Ahmed pour justifier l'arrestation du camarade Boudiaf intervenue au mois de juin. Je m'étonne également que des militants, qui prétendent lutter pour l'idéal de liberté et de justice qu'est le socialisme, puissent considérer l'emprisonnement comme un dialogue valable avec l'opposition.

Hespel est libre de considérer les grosses ficelles avec lesquelles l'homme escarpit fait tressauter la bedaine de ses lecteurs cartésiens « qui ont fait leur droit » comme autant d'arguments politiques. Nous considérons quant à nous la libération de Boudiaf comme une preuve de plus de la démocratie socialiste réelle que manifeste le gouvernement ouvrier et paysan algérien qui a resorbé sans verser une goutte de sang la rébellion d'une opposition regroupant des contre-révolutionnaires et des ultragauchistes que nous voulons encore croire simplement égarés. Nous n'avons pas justifié l'arrestation de Boudiaf par les déclarations postérieures d'Aït Ahmed ; nous avons simplement remarqué que ces déclarations révélaient à la fois l'appartenance de Boudiaf au F.F.S. et que ce mouvement préparait la lutte armée au moment où Boudiaf avait été arrêté. Que le gouvernement algérien ait été informé de ce qui se préparait nous paraît difficilement pouvoir lui être imputé à crime. Boudiaf libéré n'a pas désavoué le soulèvement de Aït Ahmed, il a, par contre, réaffirmé, en sectaire borné, son hostilité de principe à Ben Bella. Sa mise hors d'état de nuire provisoire, dans un moment difficile pour la révolution, n'est sans doute pas conforme au droit abstrait, si cher aux démocrates bourgeois quand ils ne sont pas au pouvoir ; ce n'était pas une faute politique de la part du gouvernement révolutionnaire d'un pays encore serré à la gorge par l'impérialisme et qui, pourtant, est celui où il y a le moins d'hommes en prison.

Et quand nous évoquons Cronstadt, c'est qu'effectivement nous ne craignons pas les problèmes délicats, l'histoire du trotskysme n'ayant aucun recoin honteux. Il y a, en effet, plus d'un point commun entre la rébellion du F.F.S. et Cronstadt. Dans les deux cas, union de contre-révolutionnaires usant de la phrase gauchiste avec des ultragauchistes irresponsables, les deux groupes jouant d'un souvenir prestigieux : car les marins de Cronstadt de 21 n'étaient plus ceux de 17, en trois ans éparpillés sur tous les fronts et décimés, en tant que cadres

de l'Armée rouge, comme tous les cadres bolcheviks. Ce qui est différent, et à l'avantage de l'Algérie, c'est que la ou Djerjinski utilisa la répression la plus brutale (Trotsky, comme Lénine, avait pris la responsabilité globale de toute l'affaire, de loin, mais il dit plus tard ses réserves sur l'exécution de la décision par Djerjinski), Ben Bella a réussi à tout régler sans mort d'hommes.

La répression des Cronstadiens dont la principale revendication était des « soviets sans bolcheviks » n'a pas été le prélude du stalinisme. La révolte marquant une volonté de pause comprise par les bolcheviks qui allaient en déduire la nécessité de la Nep. Et c'est donc bien plutôt des gens du type des cronstadiens, les des sacrifices exigés par la révolution, qui fournirent une base à Staline, dans les premiers temps de sa lutte contre les « trotskystes ». Pas plus à Hespel qu'à ses prédécesseurs, nous n'accorderons le sacrifice de la vérité historique au profit du syndicat des « victimes de tout bord ».

Nous n'avons pas à persévérer dans l'application du principe jésuite « la fin justifie les moyens » pour la bonne raison que — Hespel devrait le savoir — c'est contre ce principe que le trotskysme est né et s'est développé (il faudra republier « Leur morale et la nôtre »). Dans l'affaire Boudiaf, nous constatons que les moyens de Ben Bella ont été des moyens d'humanité conformes à ses buts socialistes. Les moyens du F.F.S. ont été des moyens sanglants ; ceux du P.R.S. la politique du pire, et pour quelles fins ? Renverser Ben Bella au nom d'un socialisme pur qui, lorsqu'il s'incarne, s'appuie sur l'impérialisme au nom des accords d'Evian et condamne la politique de la gestion ouvrière comme de l'aventurisme. A notre tour, une question : n'es-tu pas, Hespel, rentré dans les rangs de ces admirateurs de Camus, qui n'aimait les révolutions que pures... et défaites, et, devant la guerre d'Algérie, préféra sa mère, la France (impérialiste) à la justice, la cause des Algériens soulevés ?

C'est un vieux truc, Hespel, que de mettre les trotskystes et les stalinistes dans le même sac, un vieux truc anticomuniste, et tu dois prendre garde que l'antistalinisme superficiel en a mené plus d'un au purisme d'abord, puis à l'incompréhension de la révolution réelle, enfin, à perdre de vue la frontière de classe. Il est caractéristique qu'en ce moment tant de belles âmes idéalement socialistes et communistes aient Ben Bella pour ennemi N° 1, parce qu'il ne construit pas le socialisme selon leurs normes, et en oublient le tyran féodobourgeois Hassan II et, tout simplement, de Gaulle, qui, nous le leur rappelons, maintient toujours en prison Paupert et ses compagnons. L'énergie et l'argent mis à dénoncer Ben Bella ne seraient-ils pas mieux employés à orchestrer l'offre faite par Ben Bella d'un échange contre des harkis, de nos camarades dont ne se soucie guère le spirituel Robert Escarpit ?

SUR LE VIF

LES DIFFICULTÉS DE LA COEXISTENCE

Un professeur, américain se fait arrêter en U.R.S.S. ; Steinbeck, furieux, déclare qu'il déconseillera, à l'avenir, les voyages en Union soviétique. L'Etat américain proteste. Moscou libère le professeur. Le quidam se dit que ça n'était vraiment pas la peine de coller ce pauvre type en prison.

Puis on apprend que le service secret américain demande à tous les voyageurs de rapporter divers tuyaux sur l'U.R.S.S. Et le quidam se dit : « Tiens, tiens ! ce pauvre prof ». Alors, un notable yankee précise que, dans les pays civilisés, la notion d'espionnage n'est liée qu'à celle de l'armement, tandis que, chez des Russes malades, tout est considéré comme espionnage : Economie, sociologie, etc. Le quidam se décide à réfléchir et songe que les dirigeants américains ont inventé les « listes de produits qu'on ne doit pas vendre à l'U.R.S.S. », ainsi que les instruments qui, moyennant l'emploi de fiches sociologiques et autres permettent d'obtenir des tuyaux utiles sur les capacités défensives et offensives d'un pays.

Le quidam se dit donc que ces pudiques yankees sont assez hypocrites.

Et comme il s'est décidé à réfléchir très longuement, il en arrive même à se demander comment il est possible d'introduire la notion de « coexistence pacifique » dans un tel pétrin.

LES ARMES DE LA REVOLUTION

La police du Venezuela prétend avoir découvert sur la côte un dépôt d'armes

provenant de Cuba. Prétexte immédiat à de grands discours en faveur d'une invention anti-castriste.

Mais que tous les commissaires de police du Venezuela regorgent d'armes made in U.S.A., voilà qui ne choque aucun « démocrate ».

D'ailleurs, tout bien considéré, ces armes made in U.S.A. sont aussi celles de la révolution. Elles constituaient l'équipement des troupes de Mao-Tse-Tung en 1948, et les maquisards de Cuba avaient des fusils yankees.

Demain, les armes de la révolution sud-américaine seront aussi yankees d'origine. Et toutes les patrouilles côtières n'y pourront rien.

LE MATRAQUEUR PATELIN

Le sinistre Chiappe était plus franc que son successeur 1963 qui prétend que les manifestations d'étudiants ont un seul inconvénient, celui de perturber la circulation. M. le Préfet déclare ne voir aucun inconvénient à ce que les étudiants tiennent un meeting. Ce gros malin sait fort bien qu'aucune salle de Paris ne peut contenir un meeting étudiant. Mais c'est un détail. N'importe quelle sottise grossière suffit aux maîtres du jour. Leur seul argument sérieux, c'est une matraque.

LA TENEBREUSE AFFAIRE

Le F.B.I. a conclu son enquête sur l'assassinat de Kennedy en déclarant qu'Oswald était l'assassin qui avait agi seul, et Ruby un autre isolé agissant sans préméditation.

Donc, un fanatique politique, un instable d'un côté, de l'autre un patriote emporté. Les Etats-Unis voulaient savoir la vérité, les voilà servis ! L'extraordinaire amas de contradictions et d'incohérences accumulées en quelques jours, quelques heures, par la police de Dallas, tout cela est balayé, et l'on revient au scénario de départ : tel qu'il fut combiné, en somme ! Mais par qui ?

Cette ténébreuse affaire en rappelle une autre : l'affaire Dreyfus. Là aussi, le « coupable » était accablé sous les preuves et les documents ; là aussi, un Ruby patriote, Esterhazy, n'était que candeur naïve et beaux sentiments ; là encore, experts et juges d'appel, reprenaient tout au départ sous la pression de l'opinion publique et... confirmaient les premiers mensonges ; là encore les gouvernants de l'époque surent toute la vérité, mais si, en dépit d'eux, nous savons que Dreyfus n'était pas coupable, qu'Esterhazy était un véritable espion, que les juges militaires préférèrent la forfaiture à la vérité qui déshonorait leur caste, nous ne savons pas encore qui était le haut personnage qui avait tiré les ficelles et qui fut couvert par tous, par solidarité de classe.

Beaucoup de larmes sont versées dans les sommets des U.S.A. sur la mort de Kennedy, mais cela n'empêche pas que son véritable assassin, celui qui arma le bras, soit couvert. Le pouvoir fédéral qui domine le monde ne peut-il pas s'attaquer à la police de Dallas ? Ou cela va-t-il beaucoup plus haut ? Dans tous les cas : solidarité et intérêt de classe sont plus forts que justice.